

COMMISSION de SURVEILLANCE
du SECTEUR FINANCIER

NEWSLETTER
DE LA CSSF

N°135

Avril 2012



RESSOURCES HUMAINES

Depuis la publication de la dernière Newsletter, la CSSF a recruté cinq nouveaux agents. Ces agents ont été affectés aux services suivants :

Secrétariat Général

Yamina AGOUNI

Surveillance des OPC

Anja RICHTER

Personnel, Administration et Finances

Tanja HELTEN

Systèmes d'informations et surveillance des PSF de support

Fabrice BAILLY

Surveillance des fonds de pension, SICAR et véhicules de titrisation

Kristel GILISSEN

Suite au départ d'un agent, la CSSF compte 423 agents, dont 212 hommes et 211 femmes au 16 avril 2012.

ACTUALITE

L'ESMA a publié en date du 20 février 2012 une mise à jour du document "Questions and answers: A common definition of European Money Market Funds". Ce document apporte des informations complémentaires par rapport à la guideline CESR/10-049 relative à une définition commune des fonds monétaires européens.

Le document est également disponible dans sa version intégrale sur le site Internet de la CSSF sous la rubrique « Fonds d'investissement ».

SANCTIONS

Organismes de placement collectif

Conformément à l'article 51 (1) de la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, la CSSF a infligé des amendes d'ordre aux dirigeants de trois FIS pour non transmission de la lettre de recommandation.

REGLEMENTATION NATIONALE

Circulaire CSSF 12/536

La circulaire CSSF 12/536 a pour objet la transposition des orientations de l'Autorité européenne des marchés financiers (« ESMA ») relatives aux systèmes et contrôles dans un environnement de négociation automatisé.

COMMUNIQUES DE PRESSE

■ DEROGATION LOI OPA (ITALY1)

Communiqué de presse 12/15 du 10 avril 2012

Dans le contexte de l'acquisition d'IVS Group Holding S.p.A. (« IVS ») par Italy 1 Investment S.A. (« Italy1 »), la CSSF a accordé le 10 avril 2012, en vertu de l'article 4 (5) de la loi du 19 mai 2006 concernant les offres publiques d'acquisition (la « loi OPA ») une dérogation relative à l'obligation de l'article 5 (1) de la Loi OPA de lancer une offre publique d'acquisition sur les actions d'Italy1. La dérogation en question a été accordée au seul actionnaire d'IVS.

La CSSF considère que, tenant compte de la transparence autour de l'opération d'acquisition, des dispositions relatives aux procédures de vote y liées ainsi que de la possibilité de sortie *de facto* non limitée offerte aux actionnaires, les intérêts des actionnaires minoritaires sont suffisamment protégés sans l'application des dispositions de l'article 5 (1) de la Loi OPA.

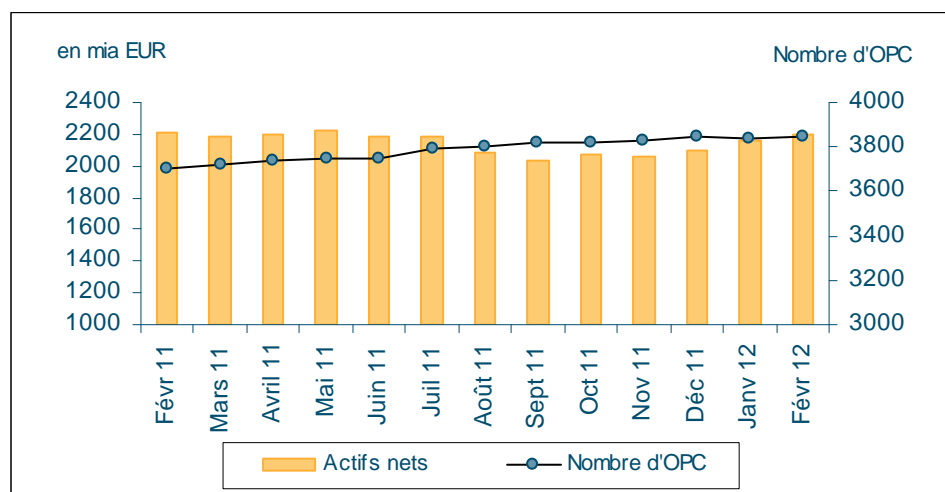
■ SITUATION GLOBALE DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF ET DES FONDS D'INVESTISSEMENT SPECIALISES A LA FIN DU MOIS DE FEVRIER 2012

Communiqué de presse 12/14 du 3 avril 2012

I. Situation globale

Au 29 février 2012, le patrimoine global net des organismes de placement collectif et des fonds d'investissement spécialisés s'est élevé à EUR 2.203,159 milliards contre EUR 2.157,081 milliards au 31 janvier 2012, soit une augmentation de 2,14% sur un mois. Considéré sur la période des douze derniers mois écoulés, le volume des actifs nets est en diminution de 0,23%.

En somme, l'industrie des OPC luxembourgeois a enregistré au mois de février une variation positive se chiffrant à EUR 46,078 milliards. Cette augmentation résulte d'un impact favorable des marchés financiers à concurrence d'EUR 32,974 milliards (+1,53%) et d'émissions nettes positives à concurrence d'EUR 13,104 milliards (+0,61%).



Le nombre des organismes de placement collectif (OPC) et des fonds d'investissement spécialisés (FIS) pris en considération est de 3.847 par rapport à 3.837 le mois précédent. 2.430 entités ont adopté une structure à compartiments multiples ce qui représente 11.917 compartiments. En y ajoutant les 1.417 entités à structure classique, au total 13.334 entités sont actives sur la place financière.

Concernant l'investissement net en capital et l'impact des marchés financiers sur les OPC luxembourgeois, les faits suivants sont à relever pour le mois de février:

Les catégories d'OPC à actions ont continué à afficher des gains de cours. Des anticipations positives quant à la conjoncture mondiale, la montée de la tolérance au risque des investisseurs, les mesures de refinancement pour les banques adoptées par la Banque Centrale Européenne ainsi qu'un apaisement de la crise de la dette souveraine dans la zone Euro ont favorisé la continuité du développement positif de la plupart des marchés d'actions. Ces événements ont également eu des effets positifs sur les marchés d'actions des pays émergents.

En somme, les OPC à actions ont affiché des souscriptions nettes au mois de février.

Evolution des OPC à actions au mois de février 2012*

	Variation de marché	Emissions nettes
Actions marché global	2,32%	0,92%
Actions européennes	4,34%	0,12%
Actions américaines	2,86%	-1,97%
Actions japonaises	3,99%	0,18%
Actions Europe de l'Est	6,10%	-0,34%
Actions Asie	3,84%	2,37%
Actions Amérique latine	4,13%	-0,72%
Actions autres	3,84%	1,63%

* Variation en % des Actifs Nets par rapport au mois précédent

Sur le marché des obligations d'Etat européennes, la demande pour des obligations d'Etat à haute notation ainsi que la demande pour des obligations d'Etat à faible notation en zone Euro s'est parallèlement stabilisée à des niveaux élevés. Les mesures de liquidité mises en œuvre par la Banque Centrale Européenne ainsi que les données macro-économiques positives des pays à haute compétitivité de la zone Euro ont favorisé ce développement. En moyenne, on a pu observer des gains de cours des OPC à obligations libellées en Euro. Concernant les OPC à obligations privées, la forte demande ainsi qu'une réduction des primes de risque de ces obligations ont en moyenne fait augmenter les cours.

Aux Etats-Unis, pour le mois sous revue, on a pu observer en moyenne une légère augmentation des cours des obligations d'Etat américaines due à une conjoncture plus forte, une inflation légèrement en augmentation et une demande plus élevée pour des actifs à risque. La dévaluation de l'USD par rapport à l'EUR de presque 2% a entraîné une baisse de la performance des OPC à obligations libellées en USD.

Sur les marchés des obligations de pays émergents, la baisse des primes de risque s'est poursuivie au mois de février. En conséquence les OPC portant sur ces actifs ont fait état de gains de cours.

En somme la plupart des catégories d'OPC à revenu fixe, à l'exception des OPC monétaires, ont enregistré des investissements nets en capital positifs.

Evolution des OPC à revenu fixe au mois de février 2012*

	Variation de marché	Emissions nettes
Marché monétaire en EUR	0,11%	-1,79%
Marché monétaire en USD	-1,98%	0,04%
Marché monétaire marché global	-0,07%	-3,35%
Obligations libellées en EUR	1,19%	1,62%
Obligations libellées en USD	-1,35%	2,17%
Obligations marché global	0,87%	0,79%
Obligations marchés émergents	0,81%	3,20%
Obligations High Yield	1,27%	4,52%
Autres	1,03%	-0,90%

* Variation en % des Actifs Nets par rapport au mois précédent

L'évolution des actifs nets des OPC luxembourgeois à valeurs mobilières diversifiées et des fonds de fonds est illustrée dans le tableau suivant :

OPC diversifiés et Fonds de Fonds au mois de février 2012*

	Variation de marché	Emissions nettes
OPC diversifiés	1,63%	0,88%
Fonds de Fonds	1,66%	0,29%

* Variation en % des Actifs Nets par rapport au mois précédent

II. Ventilation du nombre et des avoirs nets des OPC selon les parties I et II de la loi de 2002 et 2010 respectivement et les FIS

	OPC PARTIE I		OPC PARTIE II		FIS		TOTAL	
	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)
31/12/2007	1 653	1 646,341 €	643	295,939 €	572	117,115 €	2 868	2 059,395 €
31/01/2008	1 662	1 539,494 €	653	293,197 €	617	118,450 €	2 932	1 951,141 €
29/02/2008	1 680	1 543,385 €	654	296,900 €	638	122,560 €	2 972	1 962,845 €
31/03/2008	1 700	1 480,352 €	663	292,614 €	649	122,479 €	3 012	1 895,445 €
30/04/2008	1 733	1 541,312 €	675	296,483 €	675	126,281 €	3 083	1 964,076 €
31/05/2008	1 736	1 566,198 €	678	303,800 €	691	126,961 €	3 105	1 996,959 €
30/06/2008	1 755	1 480,895 €	682	292,539 €	716	128,658 €	3 153	1 902,092 €
31/07/2008	1 784	1 471,973 €	688	292,279 €	748	132,105 €	3 220	1 896,357 €
31/08/2008	1 817	1 487,918 €	695	293,025 €	772	137,050 €	3 284	1 917,993 €
30/09/2008	1 827	1 375,104 €	699	285,360 €	796	136,232 €	3 322	1 796,696 €
31/10/2008	1 845	1 243,344 €	701	270,891 €	805	132,793 €	3 351	1 647,028 €
30/11/2008	1 840	1 206,535 €	709	265,744 €	815	131,958 €	3 364	1 604,237 €
31/12/2008	1 826	1 169,389 €	708	259,809 €	837	130,455 €	3 371	1 559,653 €
31/01/2009	1 837	1 183,116 €	710	252,878 €	851	135,540 €	3 398	1 571,534 €
28/02/2009	1 838	1 149,100 €	709	246,367 €	855	134,824 €	3 402	1 530,291 €
31/03/2009	1 840	1 154,891 €	698	240,229 €	858	131,443 €	3 396	1 526,563 €
30/04/2009	1 847	1 213,147 €	697	240,906 €	871	138,879 €	3 415	1 592,932 €
31/05/2009	1 849	1 243,508 €	693	235,626 €	883	140,135 €	3 425	1 619,269 €
30/06/2009	1 846	1 255,762 €	691	232,770 €	898	142,724 €	3 435	1 631,256 €
31/07/2009	1 848	1 327,841 €	684	234,610 €	906	143,579 €	3 438	1 706,030 €
31/08/2009	1 851	1 360,316 €	678	232,282 €	920	146,819 €	3 449	1 739,417 €
30/09/2009	1 849	1 394,016 €	670	229,669 €	938	150,149 €	3 457	1 773,834 €

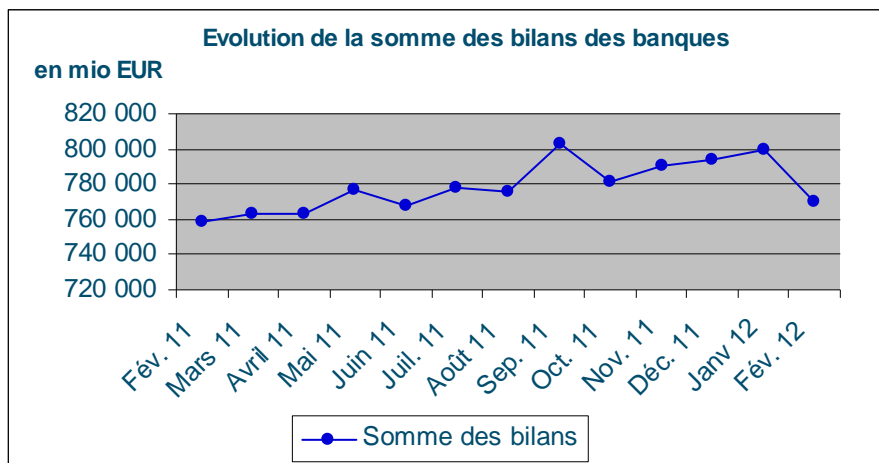
Commission de Surveillance du Secteur Financier

31/10/2009	1 844	1 399,816 €	664	227,254 €	946	150,458 €	3 454	1 777,528 €
30/11/2009	1 858	1 415,274 €	651	221,603 €	964	152,033 €	3 473	1 788,910 €
31/12/2009	1 843	1 465,743 €	649	221,203 €	971	154,047 €	3 463	1 840,993 €
31/01/2010	1 842	1 477,013 €	649	220,250 €	989	163,425 €	3 480	1 860,688 €
28/02/2010	1 843	1 511,384 €	646	221,532 €	1 009	165,018 €	3 498	1 897,934 €
31/03/2010	1 847	1 584,238 €	643	226,268 €	1 026	170,032 €	3 516	1 980,538 €
30/04/2010	1 842	1 611,938 €	640	227,551 €	1 039	173,398 €	3 521	2 012,887 €
31/05/2010	1 846	1 589,202 €	637	225,773 €	1 059	177,438 €	3 542	1 992,413 €
30/06/2010	1 843	1 600,977 €	636	224,773 €	1 071	184,887 €	3 550	2 010,637 €
31/07/2010	1 849	1 610,800 €	638	222,244 €	1 095	186,179 €	3 582	2 019,223 €
31/08/2010	1 855	1 653,112 €	637	223,081 €	1 122	192,797 €	3 614	2 068,990 €
30/09/2010	1 858	1 667,806 €	631	220,834 €	1 144	195,100 €	3 633	2 083,740 €
31/10/2010	1 854	1 688,755 €	630	219,558 €	1 161	199,262 €	3 645	2 107,575 €
30/11/2010	1 851	1 733,602 €	629	219,956 €	1 176	207,314 €	3 656	2 160,872 €
31/12/2010	1 846	1 762,666 €	629	222,178 €	1 192	214,150 €	3 667	2 198,994 €
31/01/2011	1 847	1 748,015 €	626	220,255 €	1 211	215,757 €	3 684	2 184,027 €
28/02/2011	1 857	1 770,049 €	620	220,032 €	1 228	218,117 €	3 705	2 208,198 €
31/03/2011	1 858	1 755,924 €	622	216,151 €	1 244	218,821 €	3 724	2 190,896 €
30/04/2011	1 858	1 759,531 €	624	213,823 €	1 254	222,054 €	3 736	2 195,408 €
31/05/2011	1 864	1 782,367 €	619	211,981 €	1 266	224,860 €	3 749	2 219,208 €
30/06/2011	1 864	1 750,292 €	616	210,172 €	1 269	224,535 €	3 749	2 184,999 €
31/07/2011	1 861	1 752,281 €	629	210,582 €	1 305	226,802 €	3 795	2 189,665 €
31/08/2011	1 860	1 652,805 €	627	204,518 €	1 312	228,618 €	3 799	2 085,941 €
30/09/2011	1 858	1 600,158 €	618	201,939 €	1 340	229,980 €	3 816	2 032,077 €
31/10/2011	1 856	1 635,157 €	611	203,545 €	1 352	233,235 €	3 819	2 071,937 €
30/11/2011	1 862	1 623,445 €	605	200,459 €	1 366	235,515 €	3 833	2 059,419 €
31/12/2011	1 870	1 655,509 €	601	201,671 €	1 374	239,332 €	3 845	2 096,512 €
31/01/2012	1 856	1 709,460 €	594	202,915 €	1 387	244,706 €	3 837	2 157,081 €
29/02/2012	1 854	1 750,218 €	591	203,540 €	1 402	249,401 €	3 847	2 203,159 €

STATISTIQUES

■ BANQUES

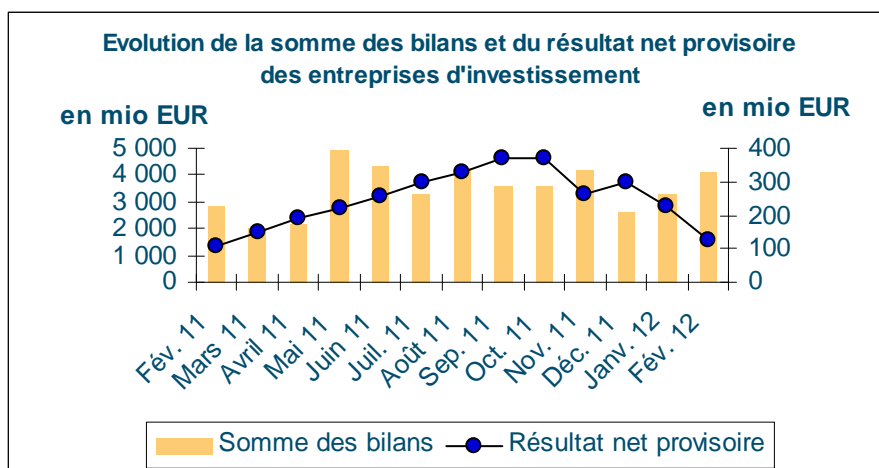
Somme des bilans des banques au 29 février 2012 en baisse



La somme des bilans baisse de 3,69 % sur un mois et augmente de 1,56 % sur un an.

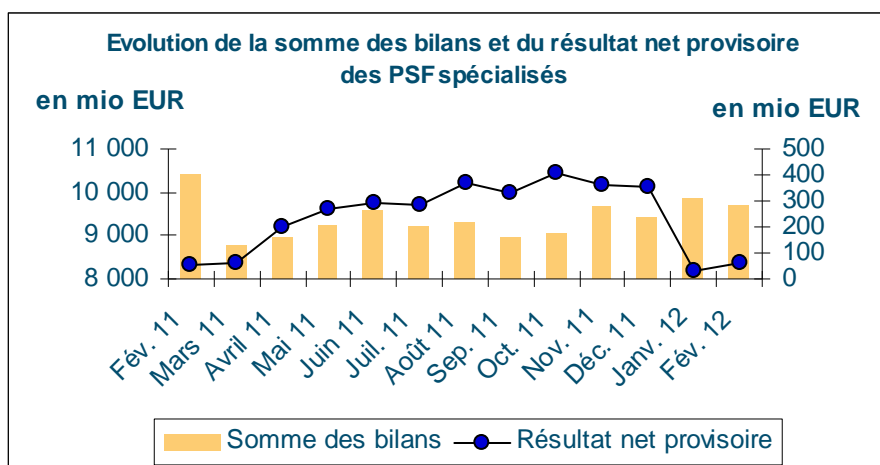
■ ENTREPRISES D'INVESTISSEMENT

Somme des bilans des entreprises d'investissement au 29 février 2012 en hausse



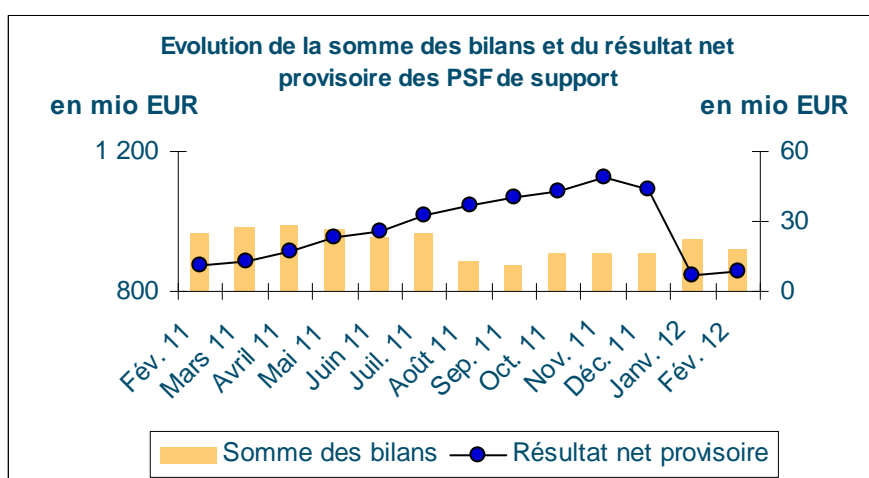
■ PSF SPECIALISES

Somme des bilans des PSF spécialisés au 29 février 2012 en baisse



■ PSF DE SUPPORT

Somme des bilans des PSF de support au 29 février 2012 en baisse



■ FONDS DE PENSION, SICAR ET ORGANISMES DE TITRISATION AGREES

Au 10 avril 2012, 15 fonds de pension sous forme de société d'épargne pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep) sont inscrits sur la liste officielle des fonds de pension régis par la loi du 13 juillet 2005.

A la même date, 14 professionnels sont agréés pour exercer l'activité de gestionnaire de passif pour les fonds de pension soumis à la loi du 13 juillet 2005.

Depuis la publication de la dernière Newsletter, une nouvelle SICAR a été inscrite sur la liste officielle des SICAR régies par la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR), à savoir :

- PARTNERS GROUP GLOBAL INFRASTRUCTURE 2012 S.C.A., SICAR, 55, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg

Les SICAR suivantes ont été retirées de la liste officielle :

- BILFINGER BERGER PROJECT INVESTMENTS S.C.A. SICAR, 1A Heienhaff, L-1736 Senningerberg
- VANTAGE PARTNERSHIP I S.C.A., SICAR, 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg

Au 10 avril 2012 le nombre des SICAR inscrites sur la liste officielle s'élève à 275 unités.

Depuis la publication de la dernière Newsletter, un nouvel organisme de titrisation a été inscrit sur la liste officielle des organismes de titrisation agréés régis par la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation, à savoir :

- WILLOW NO. 1 (LUXEMBOURG) S.A., 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg

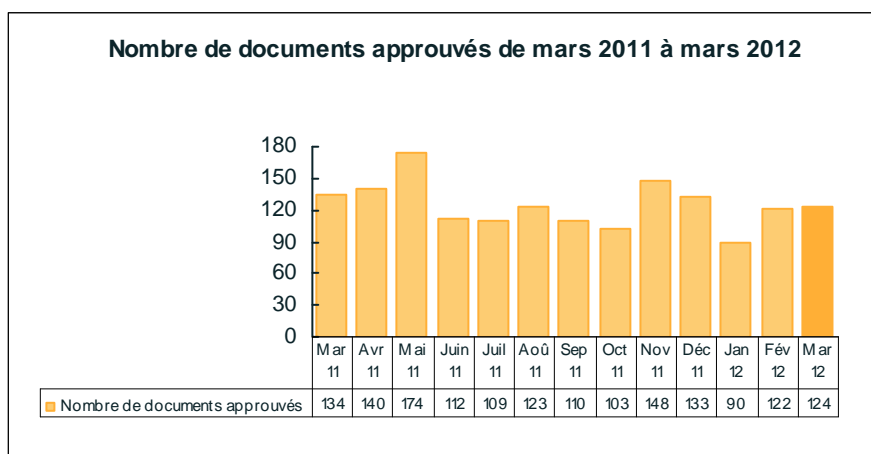
Le nombre des organismes de titrisation agréés par la CSSF conformément à la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation s'élève à 30 unités au 10 avril 2012.

■ SUPERVISION PUBLIQUE DE LA PROFESSION DE L'AUDIT

La supervision publique de la profession de l'audit couvre, au 31 mars 2012, 65 cabinets de révision agréés et 221 réviseurs d'entreprises agréés. S'y ajoutent 49 contrôleurs et entités d'audit de pays tiers dûment enregistrés en application de la loi du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit.

■ PROSPECTUS POUR VALEURS MOBILIERES EN CAS D'OFFRE AU PUBLIC OU D'ADMISSION A LA NEGOCIATION SUR UN MARCHÉ REGLEMENTE (PARTIE II ET PARTIE III, CHAPITRE 1 DE LA LOI RELATIVE AUX PROSPECTUS POUR VALEURS MOBILIERES)

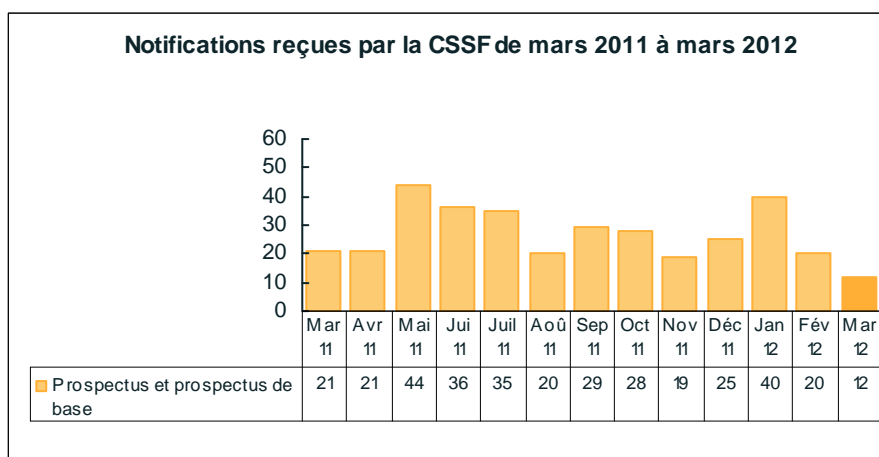
1. Approbations par la CSSF



Au cours du mois de mars 2012, la CSSF a approuvé sur base de la loi prospectus un total de 124 documents, qui se répartissent comme suit :

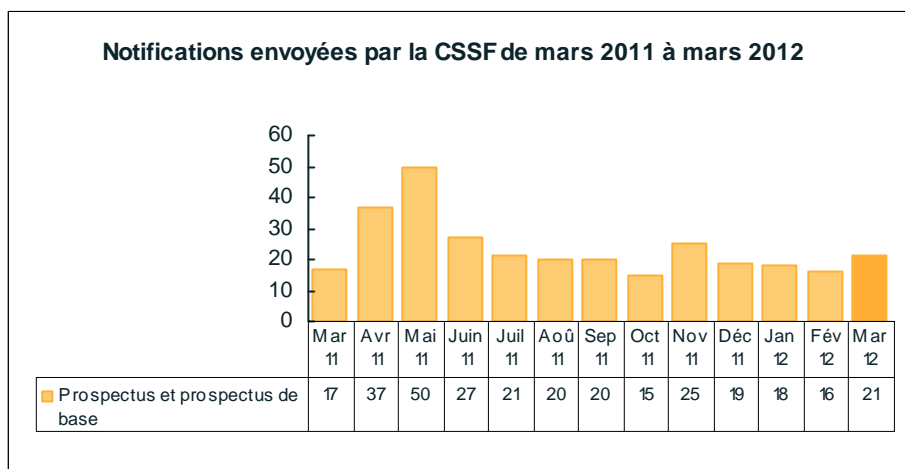
- prospectus de base : 26 (20,97 %)
- autres prospectus : 33 (26,61 %)
- suppléments : 65 (52,42 %)

2. Notifications reçues par la CSSF de la part des autorités compétentes d'Etats membres de l'UE



Au cours du mois de mars 2012, la CSSF a reçu de la part des autorités compétentes d'autres Etats membres de l'Union européenne 12 notifications relatives à des prospectus et prospectus de base, ainsi que 79 notifications relatives à des suppléments.

3. Notifications envoyées par la CSSF vers les autorités compétentes des Etats membres de l'UE

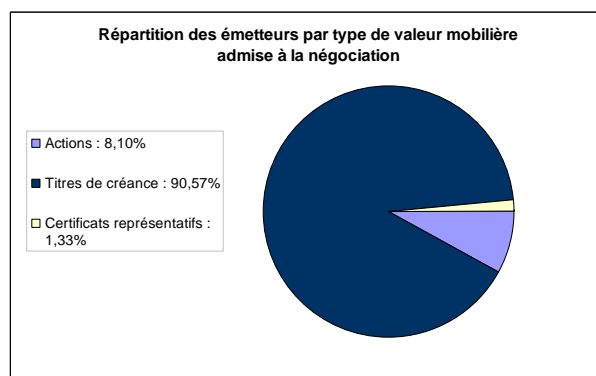
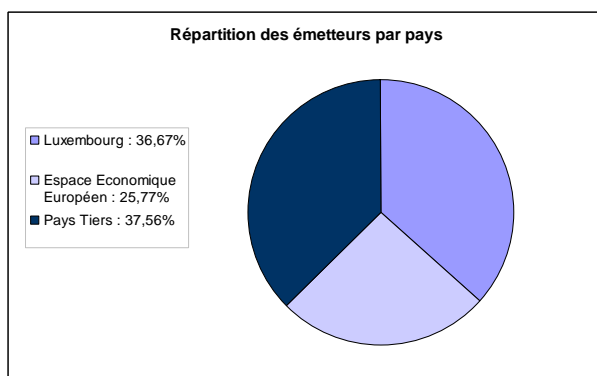


Au cours du mois de mars 2012, la CSSF a envoyé vers des autorités compétentes d'autres Etats membres de l'Union européenne, 21 notifications relatives à des prospectus et prospectus de base, ainsi que 33 notifications relatives à des suppléments*.

EMETTEURS DE VALEURS MOBILIERES DONT LE LUXEMBOURG EST L'ETAT MEMBRE D'ORIGINE EN VERTU DE LA LOI DU 11 JANVIER 2008 RELATIVE AUX OBLIGATIONS DE TRANSPARENCE SUR LES EMETTEURS DE VALEURS MOBILIERES (LA « LOI TRANSPARENCE »)

Depuis le 8 mars 2012, 3 émetteurs ont désigné le Luxembourg comme Etat membre d'origine pour les besoins de la Loi Transparence. Par ailleurs, 2 émetteurs ont été retirés de la liste du fait qu'ils n'entrent plus dans le champ d'application de la Loi Transparence.

Au 17 avril 2012, 679 émetteurs sont repris sur la liste des émetteurs dont le Luxembourg est l'Etat membre d'origine en vertu de la Loi Transparence et sont donc soumis à la surveillance de la CSSF.



* Ces chiffres correspondent au nombre de prospectus, prospectus de base et suppléments pour lesquels la CSSF a envoyé une ou plusieurs notifications. Dans le cas de notifications envoyées à des dates différentes et/ou dans plusieurs Etats membres, seule la première est prise en compte dans le calcul des statistiques. Ainsi, chaque document notifié dans un ou plusieurs Etats membres n'est compté qu'une seule fois.

LISTES OFFICIELLES

■ LISTE DES BANQUES

Changements de dénomination :

SUMITOMO TRUST & BANKING (LUXEMBOURG) S.A. a changé sa dénomination en
SUMITOMO MITSUI TRUST BANK (LUXEMBOURG) S.A.

DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG a changé sa dénomination en
BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG

Changements d'adresse :

SKANDINAVISKA ENSKILDA BANKEN S.A.

4, rue Petermelchen, L-2370 Howald

MEDIOBANCA INTERNATIONAL (LUXEMBOURG) S.A.

4, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg

LANDESBANK BADEN-WÜRTTEMBERG LUXEMBURG BRANCH

1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach

■ LISTE DES ETABLISSEMENTS DE PAIEMENT

Changement de dénomination :

SIX PAY S.A. a changé sa dénomination en
SIX PAYMENT SERVICES (EUROPE) S.A.

■ LISTE DES PSF

Inscriptions :

BELADOR ADVISORS UK LIMITED LUXEMBOURG BRANCH

15, rue Edward Steichen, Office 219A - 2ème étage, L-2540 Luxembourg

GFI PSF S.A R.L.

4, ancienne route d'Arlon, L-8399 Windhof

Statuts : opérateur de systèmes informatiques primaires du secteur financier,
opérateur de systèmes informatiques secondaires et de réseaux de communication du secteur financier
Autorisation ministérielle du 12 mars 2012

FACTS SERVICES S.A.

41, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg

Statuts : domiciliataire de sociétés, professionnel effectuant des services de constitution et de gestion de sociétés

Autorisation ministérielle du 12 mars 2012

PRAGMA CONSULT S.A.

7, rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange

Statuts : opérateur de systèmes informatiques secondaires et de réseaux de communication du secteur financier

Autorisation ministérielle du 20 février 2012

Changement de statut :

UBS FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A.

33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

Statuts : agent teneur de registre, agent de communication à la clientèle, agent administratif du secteur financier, domiciliataire de sociétés, professionnel effectuant des services de constitution et de gestion de sociétés

Autorisation ministérielle du 27 mars 2012

Retrait :

ALTERNATIVE ADVISERS S.A.

11, place Saints Pierre et Paul, L-2334 Luxembourg

Abandon des activités au 7 février 2012

Changements de dénomination :

DRIEGE & WEGHSTEEN INTERNATIONAL LUXEMBOURG S.A. a changé sa dénomination en **WEGHSTEEN INTERNATIONAL S.A.**

AB FUND SERVICES S.A R.L. a changé sa dénomination en **KINETIC PARTNERS (LUXEMBOURG) S.A R.L.**

Changements d'adresse :

HWB CAPITAL MANAGEMENT S.A.

2, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach

LWM S.A.

4, rue Peternelchen, L-2370 Howald

PADDOCK FUND ADMINISTRATION S.A.

25A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

VONTOBEL EUROPE S.A.

2-4, rue Jean l'Aveugle, L-1148 Luxembourg

ORIGO S.A.

26, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg

■ LISTE DES SOCIÉTÉS DE GESTION AGRÉÉES SUIVANT LE CHAPITRE 15 DE LA LOI DU 17 DÉCEMBRE 2010

Parmi les sociétés de gestion dont l'agrément couvre exclusivement l'activité de gestion collective au sens de l'article 101(2) de la loi du 17 décembre 2010 concernant les OPC, les changements suivants ont été opérés :

Changement de dénomination:

INSTITUTIONAL TRUST MANAGEMENT COMPANY S.A R.L. a changé sa dénomination en FERI TRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Changements d'adresse :

LIVING PLANET FUND MANAGEMENT COMPANY S.A.

5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg

VONTOBEL MANAGEMENT S.A.

2-4, rue Jean l'Aveugle, L-1148 Luxembourg

Parmi les sociétés de gestion dont l'agrément couvre, en plus de l'activité de gestion collective au sens de l'article 101(2), également un ou plusieurs services prévus par l'article 101(3) de la loi du 17 décembre 2010 concernant les OPC, le changement suivant a été opéré :

Changement d'adresse :

OFI LUX

32-36, boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg

■ LISTE DES SOCIÉTÉS DE GESTION AGRÉÉES SUIVANT LE CHAPITRE 16 DE LA LOI DU 17 DÉCEMBRE 2010

Inscriptions :

A&G LUXEMBOURG AM, S.A.

1 avenue du Bois, L-1251 Luxembourg

BLUE AMBER FUND MANAGEMENT S.A.

2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg

EQT SENIOR DEBT S.A R.L.

23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg

Retraits:

FAMILY PRIVATE FUND MANAGEMENT COMPANY S.A R.L.

1, rue Nicolas Adames, L-1114 Luxembourg

NEXT ESTATE FRENCH INCOME AND DEVELOPMENT FUND MANAGEMENT S.A R.L.

23, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg

GENERALI REAL ESTATE LUXEMBOURG

5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg

PRIVATE TRUST MANAGEMENT COMPANY S.A R.L.

1, rue Nicolas Adames, L-1114 Luxembourg

FERRUM PENSION MANAGEMENT S.A R.L.

1, rue Nicolas Adames, L-1114 Luxembourg

FERRUM FUND MANAGEMENT COMPANY S.A R.L.

1, rue Nicolas Adames, L-1114 Luxembourg

Retrait de la liste officielle décidé par la CSSF :

Le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg siégeant en matière commerciale a, par jugement rendu en date du 15 mars 2012, ordonné, en vertu de l'article 203 de la loi du 15 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la liquidation et la dissolution de la société CARAVEL MANAGEMENT. Le même jugement a nommé juge commissaire Monsieur Thierry Schiltz et liquidateur Me Max Mailliet.

Suite à ce jugement, la Commission de Surveillance du Secteur Financier a retiré la société **CARAVEL MANAGEMENT** de la liste officielle des sociétés de gestion agréées suivant l'article 125 du chapitre 16 de la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif.

Changement de dénomination :

GENERALI IMMOBILIARE ASSET MANAGEMENT S.A R.L. a changé sa dénomination en **GENERALI REAL ESTATE LUXEMBOURG**

Changement d'adresse :

FLY CAPITAL MANAGEMENT S.A R.L.

5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg

■ LISTE DES SICAR

Inscription :

PARTNERS GROUP GLOBAL INFRASTRUCTURE 2012 S.C.A., SICAR

55, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg

Retraits :

BILFINGER BERGER PROJECT INVESTMENTS S.C.A. SICAR

1A Heienhaff, L-1736 Senningerberg

VANTAGE PARTNERSHIP I S.C.A., SICAR

19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg

Changements d'adresse :

GOODMAN PROPERTY OPPORTUNITIES (LUX) S.A R.L., SICAR

28, boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg

LOTHIAN PARTNERS 27 (S.A R.L.) SICAR

11-13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg

GENESTA NORDIC BALTIC REAL ESTATE S.A R.L., SICAR

5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg

NCP I S.C.A. SICAR

47, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

CREDIT SUISSE PRIVATE EQUITY PLATFORM S.C.A., SICAR

47, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

■ **LISTE DES ORGANISMES DE TITRISATION**

Inscription :

WILLOW NO. 1 (LUXEMBOURG) S.A.

6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg

■ **LISTE DES EMETTEURS DE VALEURS MOBILIERES DONT LE LUXEMBOURG EST L'ETAT MEMBRE D'ORIGINE EN VERTU DE LA LOI TRANSPARENCE**

Nouveaux émetteurs :

NOM

Société Européenne de Banque S.A
EFG International (Guernsey) Limited
Berica ABS S.r.l

PAYS DU SIEGE

Luxembourg
Guernesey
Italie

Retraits :

NOM

Nickel Funding LTD
Skye CLO I Limited

PAYS DU SIEGE

Jersey
Jersey

■ LISTE DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF (OPC)

Inscriptions et retraits opérés pendant le mois de février 2012

Pendant le mois de référence, les trente-neuf organismes de placement collectif et fonds d'investissement spécialisés suivants ont été inscrits sur la liste officielle :

1) OPC partie I Loi 2010 :

- ASSENAGON DIVERSIFIED INCOME, 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg
- ASSENAGON ULTIMATE RETURN, 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg
- CARNEGIE INVESTMENT FUND, 5, place de la Gare, L-1616 Luxembourg
- COMMERZBANK ROHSTOFF STRATEGIE, 25, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg
- DEKA-DEUTSCHLANDGARANT STRATEGIE 1, 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- EXCELLENTIA SICAV, 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg
- ICP STRATEGY EUROPE, 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg
- KAPITAL MULTIFLEX, 8, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel-Golf
- MANTEX SICAV, 6, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg
- PURE CAPITAL FUND SICAV, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg
- TASS, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen
- TROIKA DIALOG UCITS SICAV, 31, Z.A. Bourmicht, L-8070 Bertrange
- UNIINSTITUTIONAL EURO CORPORATE BONDS FLEXIBLE 2017, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg

2) FIS :

- AC GORDIAN MACRO FUND, 36, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg
- AES PRINCIPAL FUND SICAV-SIF, 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg
- ALTHELIA CLIMATE FUND, 33, rue de Gasperich, L-5826 Howald-Hesperange
- AMIRI SHARIAH INVESTMENT PLATFORM SICAV-SIF, 11, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg
- ANGOLA GROWTH S.C.A., SICAV-FIS, 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg
- CRABEL FUND SICAV-SIF, 31, Z.A. Bourmicht, L-8070 Bertrange
- DB SECONDARY OPPORTUNITIES SICAV-SIF, 6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg
- DERIPARTNERS SICAV-SIF, 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- EUROPEAN CAPITAL PARTNERS GROWTH FUND, 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg
- EUROPEAN INTEREST CURVE FUND S.A., SICAV-FIS, 2, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg
- HBC S.C.A., SICAV-SIF, 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg
- IW ALTERNATIV SIF, 1, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- LUX MULTI PLUS SICAV-SIF, 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- MENFI ASSETS FUND SICAV - SIF, 26, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg
- MIN S.C.A., FIS, 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg
- MIN WOODGATE S.C.A., SICAV-FIS, 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- MUGC/WA U.S. CREDIT BBB/BB FUND, 287-289, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg
- NHS - SIF, 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg
- NOBLESSE SICAV SIF, 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg
- NUMISMA CAPITAL FUND, 14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- OREGEN, 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg
- PROCAPITAL INVESTMENT S.A., SICAV-FIS, 2, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg
- ROBUST LINCOLN FUND S.A.- SICAV - SIF, 19, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
- SEB CREDIT OPPORTUNITY III, 6A, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg
- SQUAREPOINT FUND S.C.A. SICAV-SIF, 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
- TECTUM S.A., SICAV-FIS, 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

Les vingt-neuf organismes de placement collectif et fonds d'investissement spécialisés suivants ont été retirés de la liste officielle au cours du mois de février 2012 :

a. OPC partie I Loi 2010 :

- ABSOLUT FUND, 36, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg
- BN & PARTNER SYSTEMATIC RETURN, 21, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg
- COMINVEST DEUTSCHLAND INVEST 1/2012, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- COMINVEST DEUTSCHLAND INVEST 2/2012, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- COMINVEST EUROPA PROTECT 1/2012, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- COMINVEST EUROPA PROTECT 2/2012, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- COMINVEST ROHSTOFFAKTIEN INVEST 1/2012, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- COMINVEST ROHSTOFFAKTIEN INVEST 2/2012, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- COMINVEST WASSER-AKTIEN PROTECT 1/2012, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- COMINVEST WASSER-AKTIEN PROTECT 2/2012, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- DEKA-WORLDGARANT 1/2012, 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- JULIUS BAER MULTIINVEST, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg

- KBC LIABILITY DRIVEN INVESTMENTS, 11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg
 - UNISICAV, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
 - VMP EUROBLUE ALPHA RETURN, 21, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg
- 2) OPC partie II Loi 2010 :**
- MBS FUND, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
 - PFS PERFORMANCE FUND STRATEGY, 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg
 - UNICAPITAL INVESTMENTS II, 1, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- 3) FIS :**
- 3C UMBRELLA FUND, 13, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg
 - AMSTEL JAPAN FUND S.A. SICAV-SIF, 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg
 - CAREERCONCEPT WORLD EDUCATION FUND SICAV-SIF, 36, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg
 - GENERALCORP, 33, rue de Gasperich, L-5826 Howald-Hesperange
 - LION FUND, 14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
 - MERKUR I, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
 - MERKUR II, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
 - PRIMUS, 1, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
 - THALOCEA INVEST, 14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
 - THE FINE VIOLINS FUND, 412F, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
 - TRIKAYA FUND S.C.A., SICAV-FIS, 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg

Retraits de la liste officielle décidés par la CSSF :

Une décision portant retrait de la société d'investissement à capital variable SEE PRIVATE EQUITY GROUP de la liste officielle des fonds d'investissement spécialisés a été prise par la CSSF le 10 avril 2012 en vertu des articles 43(2) et 46 de la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés.

Une décision portant retrait de la société d'investissement à capital variable RESH SOUTH AFRICA PROPERTY FUND SCA SICAV-SIF de la liste officielle des fonds d'investissement spécialisés a été prise par la CSSF le 29 mars 2012 en vertu des articles 43(2) et 46 de la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés.

Une décision portant retrait de la société d'investissement à capital variable COLUMBUS REAL VALUE S.C.A., SICAV-FIS de la liste officielle des fonds d'investissement spécialisés a été prise par la CSSF le 27 mars 2012 en vertu des articles 43(2) et 46 de la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés.

PLACE FINANCIERE

Les principaux chiffres actualisés concernant la place financière :

Nombre de banques : **143** (16 avril 2012) (↘ de 3 entités sur un an)
Somme des bilans : **EUR 770,451 milliards** (29 février 2012) (↗ de 11,845 milliards sur un an)
Résultat avant provisions : **EUR 4,54 milliards** (31 décembre 2011) (↘ de 0,39 milliard sur un an)

Nombre d'OPC :
- Partie I de la loi 2010 : **1 854** (16 avril 2012)
- Partie II de la loi 2010 : **587** (16 avril 2012)
- Fonds d'investissement spécialisés (FIS) : **1 419** (16 avril 2012)
TOTAL : **3 860** (↗ de 131 entités sur un an)

Patrimoine global net : **EUR 2 203,159 milliards** (29 février 2012) (↘ de 5,039 milliards sur un an)

Nombre de sociétés de gestion : chapitre 15 (loi du 17 décembre 2010) : **179** (31 mars 2012)
Nombre de sociétés de gestion : chapitre 16 (loi du 17 décembre 2010) : **190** (31 mars 2012)

Nombre d'entreprises d'investissement : **114** dont **12** succursales (16 avril 2012) (↗ de 2 entités sur un an)
Somme des bilans : **EUR 4,071 milliards** (29 février 2012) (↗ de 1,212 milliards sur un an)
Résultat net provisoire : **EUR 124,775 millions** (29 février 2012) (↗ de 15,885 millions sur un an)

Nombre de PSF spécialisés : **120** (16 avril 2012) (↗ de 5 entités sur un an)
Somme des bilans : **EUR 9,713 milliards** (29 février 2012) (↘ de 0,707 milliards sur un an)
Résultat net provisoire : **EUR 60,99 millions** (29 février 2012) (↗ de 10,47 millions sur un an)

Nombre de PSF de support : **89** (16 avril 2012) (↗ de 10 entités sur un an)
Somme des bilans : **EUR 922,352 millions** (29 février 2012) (↘ de 45,64 millions sur un an)
Résultat net provisoire : **EUR 9,07 millions** (29 février 2012) (↘ de 2,05 millions sur un an)

Nombre de fonds de pension : **15** (10 avril 2012) (aucune variation sur un an)

Nombre de SICAR : **275** (10 avril 2012) (↗ de 26 entités sur un an)

Nombre d'organismes de titrisation agréés : **30** (10 avril 2012) (↗ de 4 entités sur un an)

Nombre d'émetteurs de valeurs mobilières dont le Luxembourg est l'Etat membre d'origine en vertu de la Loi Transparence : **679** (16 avril 2012) (↘ de 36 entités sur un an)

Nombre d'établissements de paiement : **4** dont **1** succursale (16 avril 2012)

Nombre d'établissements de monnaie électronique : **1** (16 avril 2012)

Emploi total dans les établissements surveillés : **43 428 personnes** (31 décembre 2011) (↗ de 676 personnes sur un an*), dont :

- banques : **26 695 personnes** (31 décembre 2011)
- sociétés de gestion : (chapitre 15) **2 516 personnes** (31 décembre 2011)
- entreprises d'investissement : **2 411 personnes** (31 décembre 2011)
- PSF spécialisés : **3 127 personnes** (31 décembre 2011)
- PSF de support : **8 679 personnes** (31 décembre 2011)

*Cette augmentation ne correspond pas à une création nette d'emplois, mais comprend des transferts d'emplois existants du secteur non-financier vers le secteur financier.

Newsletter de la CSSF

Conception et rédaction : Secrétariat général de la CSSF
110, route d'Arlon, L-2991 LUXEMBOURG
Tél. : (+352) 26 251-560
E-mail : direction@cssf.lu
Site Internet : www.cssf.lu